

**EDITO**

**L'union européenne en  
quête de légitimité**

**%78Nord  
passe à l'attac !**

Comité Local Attac 78 Nord

Mail : 78nord@attac.org Tél : 06 74 92 20 24  
Site Internet : <http://www.attac78nord.org/>

Si l'on examine les élections successives de l'Union Européenne (UE) avec un peu de recul, tout se passe comme si les citoyens étaient fortement imperméables voire rebelles, au harcèlement politico-médiatique dont ils sont la cible : plus on s'efforce de les convaincre de leur « pseudo-citoyenneté européenne », plus ils s'abstiennent. Et d'élection en election, leur rejet est de plus en plus massif. Comme le montrent le tableau et le graphique suivants, ce phénomène est en très forte progression, quasi-linéaire. En France, avec un résultat tous les 5 ans, on passe de 40% en 1979 à 60% le 7 juin 2009, soit une augmentation de 50% du nombre des électeurs abstentionnistes sur les 30 dernières années.

Ce phénomène objectif, incontestable, est d'une portée qui ne peut plus être sous-estimée. Arrivé au seuil de 60%, il met en question la légitimité du dispositif supranational appelé « Union Européenne », dispositif qui contredit le principe

fondamental du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et qui organise, notamment, un pillage éhonté par des intérêts privés, des services et du bien public sur l'ensemble des pays concernés, ce dont les citoyens ne veulent à aucun prix.

Il faut souligner la part de plus en plus importante prise par le « boycott militant » dans cette abstention record. Les Français ont prouvé leur fort intérêt pour la question de l'Europe, en votant massivement lors des référendums de 1992 (traité de Maastricht : petite victoire du oui) et de 2005 (traité constitutionnel : grande victoire du non). Les taux d'abstention lors de ces deux consultations, aux résultats pourtant opposés, ont été très bas et identiques (30%). Ce qui montre bien que la forte croissance des abstentionnistes des 7 élections européennes exprime à la fois un profond refus de la politique de l'UE mais également de ses institutions anti-démocratiques, voire même de leur légitimité quand la souveraineté populaire est

« passée à la trappe » comme ce fut le cas pour le non au TCE.

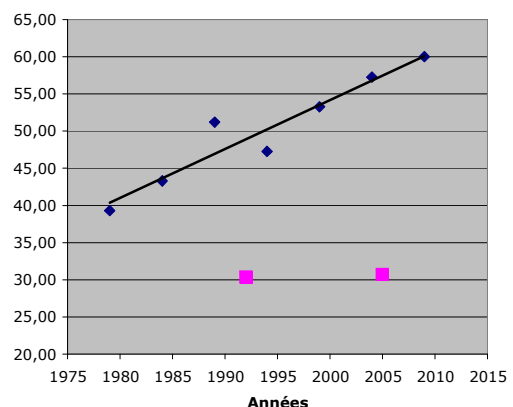
Si le traité de Maastricht a pu leurrer, le temps d'un scrutin, on sait aujourd'hui au vu des dégâts considérables de l'application de ses principes ultralibéraux, que les promesses d'une Europe sociale cachaient l'ambition d'un capitalisme totalitaire et bureaucratique, avide de profits démesurés et méprisant des libertés, de la démocratie et de la citoyenneté républicaine.

Dans ces conditions, parler d'une grande victoire électorale de l'UMP aux élections du 7 juin dernier, alors que l'abstention-sanction des citoyens ne lui accorde plus qu'un score minable de 11,25% des électeurs inscrits, c'est manifester encore plus de mépris pour les victimes de cette grande arnaque et encore plus de provocation quand c'est le prétexte pris pour accentuer encore la régression sociale au sein de l'UE.

Christian AUBIN, *Conseil d'Administration, ATTAC 78Nord*

**Consultations européennes 1979 – 2009 Taux d'abstentions %**

Année	Elections	Référendums	
1979	39,29		
1984	43,28		
1989	51,20		
1992		30,30	(Traité de Maastricht)
1994	47,27		
1999	53,24		
2004	57,24		
2005		30,63	(TCE)
2009	60,00		



## Contre le circuit F1 à Flins - les Mureaux : un combat emblématique pour la démocratie

Au bout de plusieurs mois, grâce à un collectif dynamique et participatif de citoyens et associations, ce projet aberrant a enfin du plomb dans l'aile et a des chances de ne pas aboutir mais le combat ne faiblit pas!

Pourtant au départ, ce n'était pas gagné d'avance, toujours le pari de la lutte du pot de terre contre le pot de fer... Beaucoup a été dit, écrit, argumenté sur les absurdités économiques, écologiques, environnementales de ce circuit. Et cela a fait mouche, la bataille de l'opinion a été gagnée, y compris ébranlant sérieusement le gouvernement ! Ce que nous retiendrons et qui restera gravé, c'est le formidable élan citoyen que ce combat transversal et sociétal a fait surgir pour la démocratie réelle. Face à une décision anti-démocratique, au mépris des avis et des besoins réels de la population locale, des centaines de citoyens très motivés, soutenus par des associations, des partis, des élus, se sont vraiment pris en main pour qu'on entende leur voix et cela a payé ! Au travers de moyens classiques (pétitions, réunions, tracts, autocollants, courriers, communiqués, manifestations, exposition, site internet ...), ils ont su collectivement les utiliser pour en faire des outils de démocratie participative au plus proche de la population...

Mais il y a aussi : la création collective d'une exposition itinérante évolutive, présentée sur les brocantes locales et place de la mairie des Mureaux, les nombreux boîtages, les pancartes et banderoles décoratives de maisons à Hardricourt et ailleurs, les manifs festives et dynamiques, avec mots d'ordres et chansons, les peintures de rue, le site interactif et participatif très

fourni et réactif, les listes de diffusions internet, les réunions publiques très locales, que ce soit avec les pour ou avec les contre... Et voilà comment de simples citoyens, souvent non engagés ailleurs, deviennent des experts citoyens résistants et de plus en plus pointus, réactifs, inventifs et imaginatifs en contre-



propositions constructives...

Ainsi chacun a pu expérimenter que le combat contre ce projet de F1 très « politique », emblématique d'un type de société mortifère et destructeur, a amené tout naturellement à faire de la politique autrement, à mettre la volonté de démocratie réelle au poste de commande, pour le plus grand bien de tous.

Ce ne fut pas si facile, et rien n'est gagné éternellement, car les habitudes de délégation et de prise de pouvoir, une certaine non tolérance des différences d'opinion sur le fond, entraînant des conflits forcément politiques, ont la dent dure; il y eu de nombreux débats internes houleux, quelques départs mais beaucoup d'entrées... Au final, la pratique démocratique réelle par un fonctionnement horizontal, la mise en commun des compétences et talents individuels et collectifs, avec

l'écoute et le respect de chacun et de chaque voix égale, l'a emporté à la grande satisfaction de tous et de toutes.

Attac, partie prenante active de ce combat avec ses adhérents, pour qui l'éducation populaire et la démocratie ne sont pas de vains mots, et qui agit pour que les citoyens se réapproprient l'ensemble de notre avenir commun et de notre monde, ne peut que s'en réjouir.

Aujourd'hui le Collectif est tellement nombreux, qu'il se décentralise, par ville, à la fois pour un meilleur fonctionnement et plus de proximité envers ceux qui ne sont pas encore convaincus !

Le Collectif ne veut pas en rester là et déjà noué des contacts de solidarité avec les autres sites envisagés où la résistance aussi se fait jour ... Une coordination Ile de France a été mise en place.

De plus, se profile derrière ce projet de circuit maintenu ou pas, l'énorme machine de l'OIN (Opération d'Intérêt National) en Seine Aval qui prévoit un bétonnage-béton jusqu'au Havre... De quoi encore plancher et se mobiliser pour des années !

Site à visiter sans modération ! : <http://collectif-sansf1.fr>

Fabienne



## Qui sont ces Roms si indésirables en France ?!!

Les Roms (endonyme signifiant "êtres humains") sont connus sous de nombreux exonymes dont les plus utilisés en français sont Gitans, Tsiganes, Manouches, Romanichels, Bohémiens.

Razziés en Inde du Nord, au début du XI<sup>e</sup> siècle, déportés vers l'empire byzantin, l'actuel Afghanistan, les Roms ont fui vers l'Europe deux siècles plus tard, et se sont installés partout sur notre continent.

Les Roms constituent, par leur nombre, la première minorité culturelle en Europe. Au-delà des 27 États nations de l'Union Européenne, les Roms sont présents : dans les Balkans, en Albanie, Croatie, Macédoine, Kosovo, mais aussi en Turquie en Ukraine, etc.

**A leur arrivée en Europe**, en Moldavie et en Valachie, les Roms connaissent un esclavage d'un demi-millénaire (dont les Boyards et les monastères de ces principautés se sont rendus coupables). La persécution des Roms atteint son apogée pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'Allemagne nazie extermine un grand nombre de Roms dans les camps de concentration. On estime à 220.000 les Roms qui furent assassinés.

**Il existe une culture Rom** : le romanipen, une langue : le romani, une histoire rrom donc, ce qui confirme que les Roms forment bel et bien un peuple, au cœur de l'Europe.

**En France**, on sait qu'il y a autour de 400 000 Français tziganes et moins de 10 000 étrangers tziganes (principalement roumains).

Les Roms ou Tsiganes ne sont pas des nomades. Chassés et pourchassés, ils ont beaucoup bougé mais ils sont à plus de

90% sédentaires. Ceux qui vivent en habitat mobile -la caravane-, principalement en France, ne constituent guère plus de 20% de la population tzigane française ! À l'est de l'Europe, il n'y a pas une caravane.



### Pourquoi les Roms ne vivent ils pas comme nous ?

Pourquoi sont-ils si souvent rejetés ? Pourquoi existent-ils encore après avoir été partout persécutés depuis des siècles ?

La réponse est complexe, mais l'essentiel tient à ce que les Roms se veulent « une nation », pas n'importe quelle nation, une « nation sans territoire » ou, plus exactement, une nation sans territoire compact, une nation qui a pour territoire l'Europe entière, le monde entier.

C'est pourquoi il n'y a pas de rromanoland, d'État Rom. Pour un Rom, l'appropriation de la terre est une aberration : la Terre est à tous, ou plus exactement nous sommes tous à la Terre. Nous sommes ses enfants, nous l'habitons et elle nous héberge.

L'interprétation de notre société par les Roms, ne peut nous plaire à nous, gadjé, accusés de ne pas savoir vraiment ce que c'est qu'un homme.

Un homme véritable, pour un Rom, ne peut en effet être un propriétaire. Il travaille pour vivre, mais son travail ne peut être acheté. L'unité de vie, c'est

la famille élargie ; la famille réduite au couple et ses enfants, pour lui, n'a pas de sens. Quant à la politique, si elle ne permet pas à ceux qui votent d'améliorer leur propre sort, elle ne sert à rien.

### Tout cela ouvre des conflits entre Roms et gadjé.

Les Roms affrontent ces conflits depuis des siècles. Ils y sont préparés, nous pas, qui voudrions les voir devenir des gadjé, des Européens comme les autres. Européens, ils le sont, mais surtout pas comme les autres ! C'est même leur principale crainte.

Perdre son identité (le romanipen) est le premier des dangers. Plutôt la mort que renoncer à ce que l'on est, depuis des siècles, et qui a permis de traverser l'histoire sans disparaître.

Depuis le 1er janvier 2007, les citoyens roumains sont citoyens européens. Ils peuvent donc librement circuler en Europe (c'est à dire, venir en France pour une durée maximum de 3 mois).

En revanche, **à la différence des autres européens**, leur droit au séjour, leur droit au travail ressemble, encore temporairement pour la France, aux règles scandaleuses qui s'appliquent à tous les étrangers non communautaires. Leur statut est, de fait, équivalent à celui de ceux que l'on appelle les «sans-papiers». Sans travail, ils ne peuvent se loger. Sans domicile fixe, la scolarisation des enfants est précaire, l'aide médicale difficile à obtenir.

Expulsés de leurs abris de fortune, ils vont d'une ville à une autre. Ils fuient la misère économique et la ségrégation raciste en Roumanie et n'aspirent qu'à vivre en France.

Mais ce qui leur est « offert » : c'est la « reconduite à la frontière » dite « Aide au retour humanitaire » avec 300€ par adulte, 100€ par enfant. Reste pour ces familles l'autre alternative: l'errance au gré des squats et des expulsions « sanitaires ».

Alors que 14 États européens ont levé les restrictions à l'accès des travailleurs bulgares et roumains à leur marché du travail, la France pourrait à tout moment mettre fin à ces restrictions.

Cette situation doit être combattue politiquement.

Le gouvernement Sarkozy doit prendre rapidement un engagement positif en faveur du respect des droits fondamentaux des Roumains installés en France. Peu de maires essaient de construire pour ces familles une véritable politique d'accueil. La plupart se font les complices, actifs ou passifs, de cette politique d'exclusion qui nourrit la xénophobie et le racisme.

En savoir plus :  
[www.romeurope.org/](http://www.romeurope.org/)

**Nelly et Claude**

Parce que le 26 mai, [Médecins du monde](#) avait permis l'installation à Saint-Denis (93) de 116 Roms qui avaient dû quitter Bobigny (93) suite à l'incendie qui avait détruit un hangar qu'occupaient au total cinq cents Roms (évacuation dans la panique après la mort d'un enfant de moins de 10 ans), l'ONG, est poursuivie en justice par la préfecture de Seine-Saint-Denis pour occupation illégale d'un terrain appartenant à l'État.

Dans le 78, Attac participe aux mobilisations de soutien aux camps des Roms de Houilles et Triel/Chanteloup, en butte depuis des mois au racisme et dans le dénuement le plus total...

## Une démocratie sous contrôle



Avez-vous déjà ressenti une appréhension en croisant des agents de police dans la rue ? La crainte d'un banal contrôle d'identité qui dériverait vers l'arbitraire. Douce parano ?

Pas sûr : le doublement du nombre de gardes à vue depuis 7

ans n'est pas un exemple rassurant. En 2008, un français sur 100 (plus de 570 000 personnes âgées de plus de 13 ans) ont fait cette terrible expérience. Ce chiffre record ne devrait pas nous étonner puisque depuis février 2007, le taux

d'efficacité de l'activité policière est calculé en fonction de critères quantitatifs, dont le nombre de garde à vue.

Pour faire du chiffre, le fait le plus anodin (comme passer à vélo sur un trottoir) peut être le prétexte pour conduire le citoyen revêché

à visiter un commissariat quelques heures. Soyons clair, la plupart de ces arrestations arbitraires ne visent qu'à humilier et intimider. Si vous vous estimez victime d'un de ces abus, n'hésitez pas à écrire au procureur de la république en précisant les circonstances de l'interpellation (immatriculation du véhicule de police, nom du policier, heure et lieu du contrôle). Le fonctionnaire de police devra justifier de ses actes auprès du procureur. L'augmentation du nombre de gardes à vue n'est pas du seul ressort de l'actuel président. Dès 1997, Jospin établissait « *la sécurité comme la première des libertés* ». Le P.S. n'a depuis jamais remis en cause cette priorité. Les tests sur l'opinion publique sont désormais nombreux : interventions policières dans les collèges, déploiement de la vidéosurveillance, fichage au STIC, prélèvement ADN illégaux, affaire de Tarnac.

Des libertés individuelles au monde du travail, tout est prêt pour punir et sanctionner le moindre petit écart du droit chemin. Les militants les plus aguerris n'ont qu'à bien se tenir. Pouvons-nous compter sur les syndicats pour réduire les inégalités ? Quel salarié peut concevoir qu'une journée de grève tous les deux mois va contribuer à améliorer sa situation ? N'y voyons là qu'un simple jet de vapeur : le minimum syndical pour évacuer le trop plein de pression lorsque la cocotte minute sociale s'échauffe. Ces pâles initiatives ne peuvent que réjouir et rassurer les bénéficiaires de l'ordre mondial.

La crise financière est le dernier rejeton d'un capitalisme qui n'en finit pas de générer inégalités, chômage et précarités. Sans contrôle social, comment la majorité des êtres humains pourraient-ils supporter plus longtemps l'accumulation des richesses et du pouvoir au bénéfice de quelques-uns d'entre nous ? Cette interrogation m'évoque « *le rapport Lugano* » de Susan George, dans lequel les puissants du monde consultent un groupe d'experts afin d'asseoir leur pouvoir et maintenir un capitalisme menacé de disparaître. Ah ! Quand l'imagination croise la réalité ! Le contrôle social pourrait certainement faire partie des recommandations de ces experts.

Attac a pour objectif l'accès aux droits fondamentaux pour tous les êtres humains. Pour y parvenir, nous luttons pour une répartition équitable des richesses, l'accès au logement, à la santé mais aussi à une information objective. Une société ne peut pas se bâtir sans un minimum de règles communes. En revanche, lorsque le contrôle social, bascule dans l'abus et l'arbitraire, nous nous éloignons de nos idéaux de démocratie et de fraternité. Rassemblons-nous contre la répression du mouvement social (faucheurs volontaires, militants du DAL), la chasse aux sans papiers, la délation, les violences policières, le tout-sécuritaire, la vidéosurveillance. Attac appelle au réveil des consciences face au projet de société liberticide qui se met progressivement en place.

Philippe



Source : Le site <http://crayondenuit.canalblog.com/tag/>

## **YVELINES SANS OGM**

L'association de soutien  
Aux 58 faucheurs volontaires  
Qui seront jugés en appel à Versailles  
**LES 18, 19 ET 20 NOVEMBRE 2009**

### **En marge des audiences au tribunal, 3 journées de débats, d'animations et de festivités...**

L'association « Yvelines sans OGM » a été créée le 21 mars 2009 pour soutenir les 58 faucheurs volontaires qui comparaitront les 18, 19 et 20 novembre 2009 devant la cour d'appel de Versailles et organiser en parallèle de ce procès diverses manifestations d'informations et de débats sur les OGM. Voir :

<http://yvelinessansogm.blogspot.com/>

\* Le 18 août 2007, 58 faucheurs volontaires ont neutralisé à Poinville en Eure et Loir, une parcelle d'essai de maïs GM de la firme Monsanto. Le 5 juin 2008, le tribunal correctionnel de Chartres les a relaxés pour cette action, a aussi relaxé ceux parmi eux qui avaient refusé de se soumettre au prélèvement ADN lors de leur garde à vue et a débouté Monsanto.

## Campagnes militantes : G-20, LA POSTE, COPENHAGUE



THE PITTSBURGH G-20

Le G-20 a lieu à Pittsburgh les 24 & 25 septembre 2009.  
Le site consacré à la mobilisation : [stop-g20.org](http://stop-g20.org)



### Campagne contre la privatisation de la Poste : votation nationale le 3 octobre

**Du 28 sept au 3 octobre** : Attac 78 nord participe à l'organisation du référendum sur la Poste avec les comités locaux unitaires qui sont actives dans les villes à ce jour connues : Poissy, Mantes la ville, Limay.

Le collectif national qui regroupe près de 60 organisations, associations, partis, s'est constitué il y a presque un an afin de combattre ce projet gouvernemental et d'exiger un référendum pour que les citoyens soient consultés. Attac est partie prenante du collectif national depuis le début, considérant que la défense des services publics, l'exigence démocratique rendent nécessaire une consultation populaire.

Le gouvernement ayant refusé toute consultation sur cette question, le collectif a pris la décision d'organiser cette votation afin de faire que le maximum de personnes s'expriment pour combattre ce qui constitue un nouveau pas dans la privatisation des services publics.

**Voir le 4 pages spécial sur le site national**



### Justice climatique : rendez vous à Copenhague

Attac 78 Nord participe à cette mobilisation essentielle dans toutes les villes où des initiatives de préparation auront lieu : renseignez-vous !

« ...Au mois de décembre de cette année se tiendra à Copenhague le Sommet de l'ONU sur le climat. Confrontés au péril climatique, les dirigeants du monde entier devront parvenir à surmonter leurs divergences d'intérêts de court terme pour se rassembler autour d'un projet politique mondial ... » Ainsi commence l'appel de l'Ultimatum Climatique. L'objectif est de recueillir **un million de signatures d'ici décembre**.

**Voir le 4 pages national avec les Amis de la Terre.**

## Calendrier des Réunions ATTAC 78 NORD pour les mois prochains

2009	Comité Local <i>ouvert aux sympathisants</i> Ciné débats <i>ouverts au public</i>			Conseil Administration <i>(ouvert aux adhérents)</i>	
Mois	Thème	Date & Heure	Lieu	Date	Lieu
Septembre	Rentrée			Mercredi 16 20h30	Houilles
Octobre	Assemblée Générale Annuelle	Dimanche 18 9h30 à 14H	(Lieu à confirmer)	Mercredi 21 20h	Les Mureaux
Novembre	Ciné débat « Katanga Business » **	Jeu. 19 20h30	Cinéma des Mureaux	Mercredi 18 20h30	Houilles

### 3ème vendredi du mois 20h30 : réunion du groupe de proximité Attac, Houilles

Salle Michelet, place Michelet (accès par l'escalier de la place Michelet, à côté du magasin Casino, et parking place Michelet)



\*\* Après Mobutu, roi du Zaïre et Congo River, le réalisateur belge Thierry Michel poursuit son exploration de l'Afrique centrale. Son nouveau documentaire intitulé Katanga Business, sorte de thriller politico-économique, prend pour décor cette province du sud-est de la République démocratique du Congo, l'une des plus riches régions du globe en ressources minières. Pourtant, la population du Katanga continue de vivre dans une pauvreté extrême, tandis que des multinationales se trouvent concurrencées par l'arrivée de la Chine et ses milliards de dollars. Sur fond de guerre économique, Katanga Business est une parabole sur la mondialisation.